

Département de l'Isère



Syndicat Intercommunal de la ZOne Verte
du Grésivaudan

Communes de BERNIN, BIVIERS,
MONTBONNOT ST MARTIN,
ST ISMIER,
ST NAZAIRE LES EYMES



NOTICE EXPLICATIVE GENERALE

Enquête Publique

Modification du Zonage d'Assainissement
des Eaux Usées

PREFECTURE DE L'ISERE
19 MARS 2009
SERVICE DU COURRIER

FEVRIER 2009

SOMMAIRE

1	Introduction.....	2
2	Présentation générale	4
2.1	Objet du dossier.....	4
2.2	Description technique de l'assainissement.....	5
2.2.1	Données générales sur l'assainissement collectif	5
2.2.2	Données générales sur l'assainissement non collectif	8
3	Assainissement collectif.....	13
3.1	Zones concernées	13
3.2	Organisation du service d'assainissement collectif.....	14
3.3	Répercussion financière sur le prix de l'eau.....	15
3.3.1	Les coûts de l'assainissement sur l'eau	15
3.3.2	Les aides publiques potentielles.....	16
4	Assainissement non collectif	17
4.1	Zones concernées	17
4.2	Description des filières d'assainissement non collectif	17
4.3	Note explicative des solutions proposées.....	17
4.3.1	Légende de la carte d'aptitude des sols à l'assainissement non collectif..	18
4.4	Organisation du service d'assainissement non collectif	19
4.5	Coûts du projet et répercussions financières.....	20
4.5.1	Investissement et fonctionnement	20
4.5.2	Répercussions financières.....	21
5	Conclusion	22

1

Introduction

Le Syndicat Intercommunal de la Zone Verte du Grésivaudan (SIZOV), dans le département de l'Isère, assure depuis le 1^{er} janvier 2006 les compétences assainissement collectif et non-collectif transférées par les communes de Bernin, Biviers, Montbonnot Saint Martin, Saint Ismier, et Saint Nazaire les Eymes.

Extrait des statuts approuvés par délibération du SIZOV en date du 21 juillet 2005 :

ARTICLE 2 – OBJET DU SYNDICAT :

Le syndicat a la carte exerce pour le compte des communes adhérentes des compétences à caractère obligatoire et des compétences à caractère optionnel décrites ci-après :

Compétences générales du Syndicat :

De manière générale, et pour l'ensemble de ses activités, le SIZOV a compétence pour l'installation, l'entretien, l'exploitation et le renouvellement ou l'extension de tous biens, meubles et immeubles nécessaires à la réalisation de son objet.

Les biens meubles ou immeubles acquis ou réalisés par le SIZOV sont sa propriété.

Le SIZOV a pleine compétence en matière réglementaire, tarifaire, financière et budgétaire dans ses domaines de compétence.

A. Compétences à caractère obligatoire (5 communes):

Les Communes adhérent obligatoirement aux compétences suivantes :

1. L'administration générale du Syndicat (...)

2. Assainissement :

Le SIZOV exerce la compétence de l'assainissement des eaux usées : entretien et contrôle du service public de l'assainissement (collectif et autonome) en application des dispositions de l'article L2224-8 du CGCT.

Cette compétence obligatoire a pour objet la réalisation et l'exploitation de tous les ouvrages relatifs à l'assainissement des Communes adhérentes en ce compris toute usine de dépollution.

Le Syndicat aura notamment pour compétence :

- d'étudier et réaliser tout réseau d'assainissement sur le territoire syndical,*
- assurer la maintenance des équipements,*
- fixer et percevoir des taxes et redevances d'assainissement collectif et non collectif,*
- négocier et mettre en œuvre les conditions d'admission des effluents des Communes adhérentes aux stations d'épuration (existante et à créer) en vue de leur traitement.*
- mettre en œuvre un programme de sensibilisation de la population et de rénovation des installations d'assainissement non collectif existantes,*
- fixer les règles à respecter pour les nouvelles installations autonomes,*

Par ailleurs l'arrêté préfectoral du 16 mars 2006, autorisant l'exploitation du système d'assainissement du SIZOV, fixait au plus tard dans l'année suivant la signature du présent arrêté, la réalisation sur l'ensemble du territoire des zonages d'assainissement prévus par le décret n° 94-469 du 3 Juin 1994.

Le SIZOV a donc définitivement approuvé son zonage d'assainissement par délibération du 6 juin 2007 consécutivement à l'avis favorable émis par le commissaire enquêteur à l'issue de l'enquête publique réalisée du 5 mars 2007 au 5 avril 2007.

Ce document a été rédigé dans le souci de traiter les effluents conformément aux normes et à la réglementation en vigueur (en application de la Loi sur l'Eau de janvier 1992), de façon réfléchie et concertée de manière à optimiser l'investissement et limiter les coûts de fonctionnement.

Pour appuyer ces réflexions, les élus des communes citées avaient souhaité que soit défini un zonage de l'assainissement de chaque territoire communal dont l'objectif ultime est de proposer un scénario de traitement cohérent des effluents permettant de répondre à l'ensemble des contraintes :

- protection du milieu récepteur
- respect de la réglementation
- adaptation technique
- coûts d'investissement et charges d'exploitation adaptés aux moyens des collectivités

Ce document nécessite aujourd'hui des mises à jour.

Le document porté à l'enquête publique présente donc le zonage d'assainissement modifié pour les communes adhérentes au SIZOV avec :

- les choix de la collectivité en termes de délimitation du zonage de l'assainissement (pour chaque commune une notice explicative spécifique a été rédigée)
- la description du scénario global retenu (notice explicative générale)
- l'impact du scénario sur l'environnement, sur le prix de l'eau (notice explicative générale)

NOTA BENE : le zonage d'assainissement des eaux usées définit uniquement le statut des parcelles cadastrales au regard du traitement des eaux usées. Il ne donne pas de droit à construire. Ce dernier relève exclusivement des documents d'urbanisme des communes.

2

Présentation générale

2.1 Objet du dossier

Conformément à l'article 35 de la loi sur l'Eau de 1992 et à l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, le SIZOV, au titre de collectivité compétente en la matière, doit délimiter les zonages d'assainissement collectif et non collectif des communes en précisant :

- **La ou les zones d'assainissement collectif** où la collectivité doit assurer le financement (investissement et exploitation) des équipements d'assainissement collectifs permettant la collecte, l'épuration et le rejet au milieu naturel des eaux usées domestiques. La collectivité devra également se charger de la gestion, de la valorisation et du stockage des boues excédentaires d'épuration issues du traitement. Les coûts du service seront répercutés sur le prix de l'eau (redevance) pour les usagers bénéficiant du service.
- **La ou les zones d'assainissement non collectif**, où la collectivité compétente est tenue d'assurer le contrôle des installations d'assainissement non collectif et, si elle le décide, leur entretien. Le conseil et l'assistance technique aux usagers seront assurés par le Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC) du groupement de communes. Le financement des équipements (investissement et exploitation) d'assainissement non collectif revient aux particuliers, la maîtrise d'ouvrage est privée. Les coûts du SPANC seront facturés forfaitairement aux usagers bénéficiant du service, service fait.

Les zonages d'assainissement collectif et non collectif des communes a donc été adopté par délibération du SIZOV le 6 juin 2007, sans le zonage pluvial qui n'est pas de la compétence du SIZOV.

Le tracé des périmètres existants et des modifications est établi sur un fond cadastral à l'échelle 1/2500^{ème}. Le plan de zonage approuvé, après enquête publique, constitue une pièce importante opposable aux tiers, annexée aux documents d'urbanisme communaux (P.O.S. ou P.L.U.).

En effet, toute attribution nouvelle de certificat d'urbanisme ou de permis de construire sur la commune tiendra compte du plan de zonage d'assainissement (Rappel : ce dernier ne donne pas de droit à construire. Se reporter aux documents d'urbanisme).

Par ailleurs, le plan de zonage n'est pas figé définitivement. Il peut être modifié :

- après enquête publique, notamment pour tenir compte des contraintes nouvelles d'urbanisme,
- après simple délibération du SIZOV valant « mise à jour » du zonage,
 - lorsqu'à la suite de l'achèvement de travaux d'assainissement collectif tout ou partie d'un secteur classé en « zone d'assainissement collectif futur » devient du fait de ces travaux une « zone d'assainissement collectif immédiat » (mise en concordance du zonage d'assainissement avec la réalité de terrain qui ne modifie par l'économie générale du zonage d'assainissement),
 - lorsque sur demande écrite et argumentée (cf détail p 22 – Conclusion) un abonné raccordable sollicite de transférer sa parcelle d'une « zone d'assainissement collectif immédiat » vers une « zone d'assainissement non collectif » (mise en concordance du zonage d'assainissement avec la réalité de terrain qui ne modifie par l'économie générale du zonage d'assainissement).

Remarque sur la portée du zonage d'assainissement : Extrait de la Circulaire du 22 mai 1997

« La délimitation des zones relevant de l'assainissement collectif ou non collectif, n'a pas pour effet de rendre ces zones constructibles. Ainsi, le classement d'une zone en zone d'assainissement collectif a simplement pour effet de déterminer le mode d'assainissement qui sera retenu et ne peut avoir pour effet :

- *ni d'engager la collectivité sur un délai de réalisation des travaux d'assainissement*
- *ni d'éviter au pétitionnaire de réaliser une installation d'assainissement non collectif conforme à la réglementation dans le cas où la date de livraison des constructions serait antérieure à la date de desserte des parcelles par le réseau d'assainissement*
- *ni de constituer un droit pour les propriétaires des parcelles concernées et les constructeurs qui viennent y réaliser des opérations, à obtenir gratuitement la réalisation des équipements publics d'assainissement nécessaires à leur desserte »*

2.2 Description technique de l'assainissement

2.2.1 Données générales sur l'assainissement collectif

Réglementation de l'assainissement collectif

Les effluents des communes du canton de Saint Ismier sont actuellement collectés et acheminés vers l'usine de dépollution des eaux usées de MONTBONNOT ST MARTIN (de capacité 33 000 EH).

Pour rappel, la population totale du canton s'élève à 19 765 habitants au 1^{er} janvier 2009 (Réf INSEE et hors industriels et assimilés).

Dans ce contexte, La loi sur l'eau n° 92.3 du 3 janvier 1992 et ses décrets d'application contraignent les collectivités à certaines obligations par rapport à leur système d'assainissement collectif.

- **les communes (collectivités) doivent obligatoirement prendre en charge les dépenses relatives aux systèmes d'assainissement collectif, c'est-à-dire l'ensemble des équipements de collecte et de traitement des eaux (Article 35 loi sur l'Eau n°92-3) – le SIZOV est en conformité.**
- **les communes (collectivités) faisant partie d'une agglomération dont la pollution produite est supérieure à 120 kg/j de DBO5 doivent être équipées d'un système de collecte des eaux (Art 2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales - Décret n°2007-1339 du 11 septembre 2007 - art. 1) – le SIZOV est en conformité.**
- **les communes (collectivités) faisant partie d'une agglomération dont la pollution produite est supérieure à 120 kg/j de DBO5 doivent être équipées d'un système de traitement (traitement biologique avec décantation secondaire ou un traitement ayant un pouvoir épuratoire équivalent) des eaux collectées avant de les rejeter dans le milieu naturel (Art 2224-1, 13 et 14 du Code Général des Collectivités Territoriales - Décret n°2007-1339 du 11 septembre 2007 - art. 1) – le SIZOV est en conformité.**
- **les communes (collectivités) doivent mettre en place l'autosurveillance de leur station d'épuration et des réseaux de collecte (Art 2224-15 du Code Général des Collectivités Territoriales - Décret n°2007-1339 du 11 septembre 2007 - art. 1) – le SIZOV est en conformité en ce qui concerne l'autosurveillance de la station d'épuration et travaille à sa mise en œuvre sur les réseaux de collecte.**
- **le raccordement des immeubles au réseau public de collecte disposés à recevoir les eaux usées domestiques sur lesquels ces immeubles ont accès, est obligatoire. Tous les ouvrages d'amenée d'eaux usées à la partie publique du branchement sont à la charge du propriétaire. La commune (collectivité) contrôle la conformité des installations correspondantes. (Article L.1331-1 et suivants Code de la Santé Publique). – le SIZOV est en conformité.**
- **tout déversement d'eaux usées autres que domestique, dans le réseau public de collecte, doit être préalablement autorisé par la collectivité à laquelle appartiennent les ouvrages qui seront empruntés par les eaux usées avant de rejoindre le milieu naturel (Article L.1331-10 du Code de la Santé Publique). - le SIZOV n'a pas eu depuis la prise de la compétence assainissement à traiter ce cas de figure. Il est cependant prévu dans le règlement d'assainissement du SIZOV, qui par ailleurs souhaite s'engager dans une démarche de régularisation des situations antérieures non conformes.**

L'ensemble de ces obligations est géré par des prescriptions administratives et techniques :

- les installations actuelles du système d'assainissement des eaux usées font l'objet d'une autorisation selon la nomenclature définie au décret 93-743 du 29 mars 1993, rubriques :
 - 2.2.0 : rejets
 - 5.1.0 : stations d'épuration
 - 5.2.0 : déversoirs d'orage
 - 5.4.0 : épandage des boues

Les dossiers d'autorisation sont complétés par un document d'incidence et soumis à enquête publique.

Les installations du SIZOV sont en conformité pour ces rubriques :

- 2.2.0 et 5.1.0 : arrêtés préfectoraux
- 5.2.0 : déclaration aux services de l'état
- 5.4.0 : déclaration aux services de l'état

- L'arrêté préfectoral du 16 mars 2006, autorisant l'exploitation du système d'assainissement du SIZOV, prévoit que la station d'épuration du SIZOV doit atteindre les performances suivantes :

		Charge nominale « temps sec »	Charge nominale « temps pluie »
Volume	m ³ /j	5 500	6 600
Débit de pointe sur la station (sur filière biologique)	m ³ /h	400	500
Débit de pointe acceptable en tête de station (sur prétraitement en amont du bassin tampon de 1000 m ³)	m ³ /h	-	900
Pollution	Eq.hab	33 600	35 000
DCO	kg/j	4 100	4 410
DBO ₅	kg/j	2 016	2 100
MeST	kg/j	2 980	3 250
NTK	kg/j	406	436
NH ₄	kg/j	350	380
Pt	kg/j	102	110

Paramètre	Valeur maximale en concentration	Valeur minimale en rendement	Autre
pH			entre 6 et 8,5
Température			< 25 °
MES	35 mg/l	90 %	
DBO ₅	25 mg/l	80 %	
DCO	125 mg/l	75 %	
NTK	10 mg/l		

Le SIZOV est en conformité.

- Tous les ouvrages d'assainissement (STEP, poste de refoulement, déversoirs d'orage...) doivent faire l'objet d'un programme de surveillance de la part de l'exploitant ou du SIZOV.

Le SIZOV est en conformité.

Règlement d'assainissement collectif

Les droits et devoirs des usagers de l'assainissement collectif doivent être précisés dans le règlement local de l'assainissement.

Le SIZOV dispose d'un tel règlement, adopté par délibération du 16/02/2006.

Ce document définit en particulier les rejets autorisés selon la nature du réseau et de l'installation de traitement finale.

Les industriels et apparentés peuvent constituer des exceptions compte tenu de la nature et du volume des effluents rejetés. Dans ce cas, il est tout à fait indispensable de définir les conditions de raccordement pour la mise en place d'une « Convention de rejet » entre l'industriel d'une part, et le Maître d'ouvrage des réseaux et de la station d'épuration (commune et/ou syndicat) d'autre part. Pour les établissements relevant des installations classées pour la protection de l'environnement, la réglementation définit exactement le cadre de la négociation de ces conventions.

Quelques chiffres

Longueur totale des réseaux, collecteurs et branchements privés inclus (km)			216
Longueur des réseaux relevant du service assainissement collectif (km)	gravitaire séparatif	153	162
	gravitaire unitaire	4	
	refoulement	5	
Volume traité (Mm3) - 2008			1,33
Taux de conformité des rejets – 2008 (%)			100 %
Abonnés à l'assainissement collectif (Base de Données Abonnés en cours de développement 30/05/08)			6 523

2.2.2 Données générales sur l'assainissement non collectif

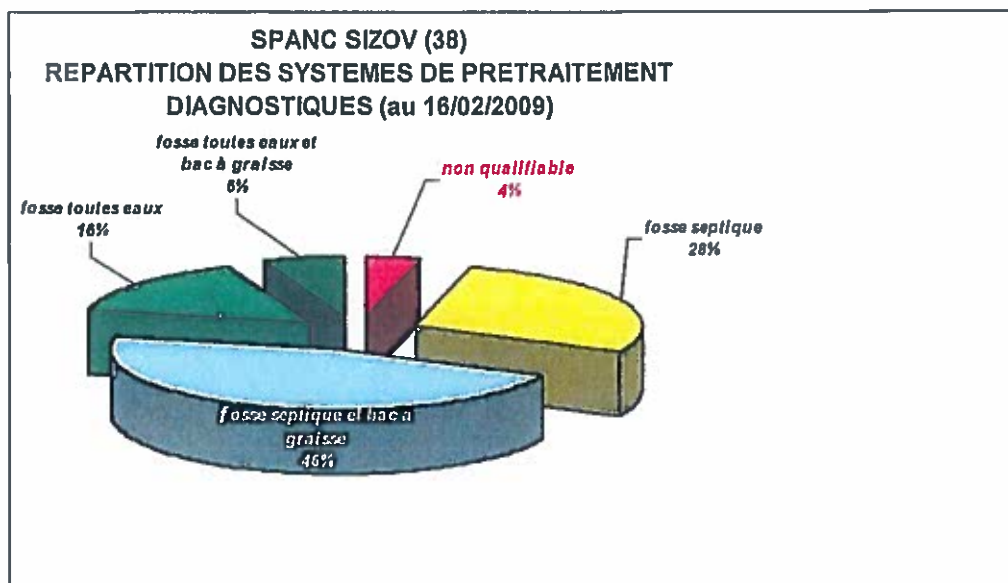
2.2.2.1 Rappel sur l'assainissement non collectif

Les assainissements non collectifs sont régis par l'arrêté du 6 mai 1996, dont les modalités d'application ont été reprises par la norme AFNOR DTU 64.1. Le SIZOV a recensé 455 abonnés au Service Public de l'Assainissement Non Collectif.

Les premières informations extraites du retour de 236 diagnostics réalisés au 16/02/2009 (171 de notifiés aux abonnés) montrent un seul équipement d'assainissement non collectif conforme.

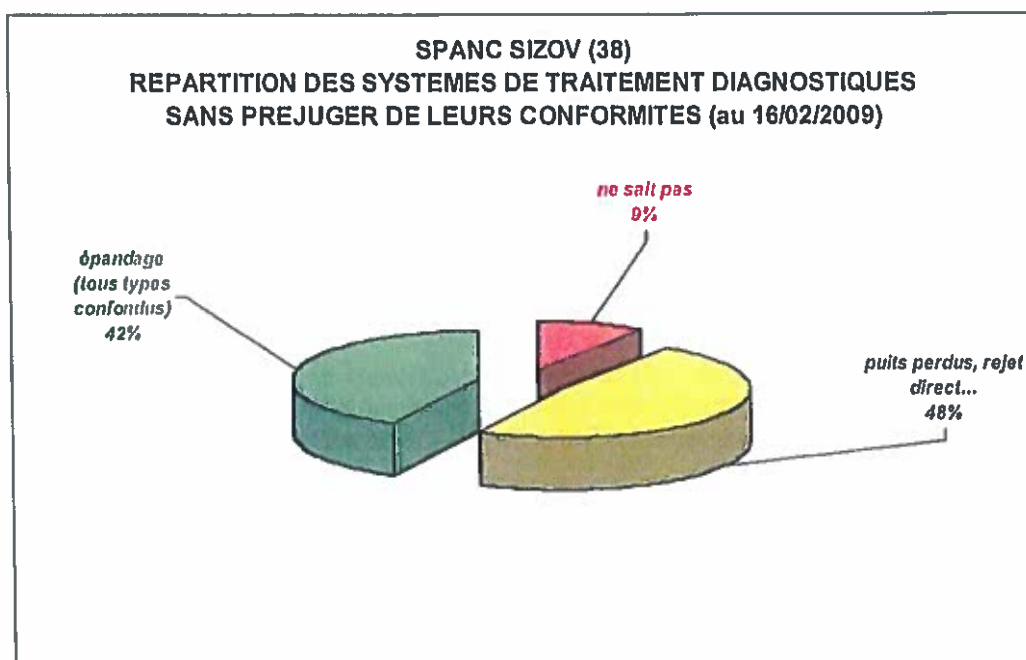
On notera que 96 % ont un système de prétraitement, pas toujours conforme. 89 % possèdent une ventilation primaire et 70 % ne possèdent pas de ventilation secondaire.

Par ailleurs dans 29 % des cas l'accès à cet équipement s'est avéré impossible.



En référence aux Arrêtés du 6 mai 1996, à la circulaire du 22 mai 1997 et au D.T.U. 64.1 d'août 1998, la réglementation actuellement en vigueur prévoit que pour une épuration efficace, les systèmes de prétraitement décrits précédemment doivent être complétés par des systèmes de traitement (épandage souterrain en sol naturel, filtre à sable vertical non drainé ou filtre à sable vertical drainé en fonction de l'aptitude des terrains).

A la lecture du diagramme ci-dessous il apparaît clairement que seuls 37% des abonnés diagnostiqués possèdent un système de traitement, cependant dans la totalité des cas ces systèmes n'ont pu être jugés conformes faute, en général, de la présence d'équipements permettant de valider leur bon fonctionnement.



Règlement d'assainissement collectif

Les droits et devoirs des usagers de l'assainissement non collectif doivent être précisés dans le règlement local de l'assainissement non collectif.

Le SIZOV dispose d'un tel règlement, adopté par délibération du 16/02/2006.

Les équipements d'assainissement non collectif doivent assurer l'épuration et l'évacuation des eaux usées d'origine domestique. Dans tous les cas, ils comprennent au minimum :

- un dispositif de prétraitement constitué par une fosse septique toutes eaux
 - *une fosse toutes eaux assure le prétraitement commun des eaux vannes (WC) et des eaux ménagères (évier, salles de bains, lave-linge, etc.)*
 - *une fosse septique assure uniquement le prétraitement des eaux vannes. La filière doit alors être complétée par un bac dégraisseur pour le prétraitement des eaux ménagères*
- un dispositif de traitement : épuration et d'évacuation, fonction des conditions de sol et de relief

En référence aux Arrêtés du 6 mai 1996, à la circulaire du 22 mai 1997 et au D.T.U. 64.1 d'août 1998, la réglementation actuellement en vigueur prévoit que pour une épuration efficace, les systèmes de prétraitement décrits précédemment doivent être complétés par des systèmes de traitement (épandage souterrain en sol naturel, filtre à sable vertical non drainé ou filtre à sable vertical drainé en fonction de l'aptitude des terrains)

2.2.2.2 Prétraitement

La « Fosse Septique Toutes Eaux » recueille les eaux vannes (W-C) et les eaux ménagères. Son volume est d'au moins 3 m³ pour les logements jusqu'au 5 pièces, il est augmenté de 1 m³ par pièce supplémentaire.

Il s'y déroule deux types de phénomènes :

- un phénomène physique de clarification par décantation des matières en suspension les plus lourdes (boues) et dégraissage par flottation (les graisses rendues par les eaux forment en se refroidissant une croûte en surface)
- un phénomène biologique avec digestion anaérobie des boues (début de dégradation de la charge organique)

La « Fosse Septique Toutes Eaux » assure uniquement un prétraitement nécessaire au bon fonctionnement du système d'épuration. Pour que la fosse soit efficace, les eaux usées doivent y séjourner assez longtemps.

Son volume est prévu pour que les eaux usées d'une famille moyenne y séjournent au moins 3 jours. Elle sera contrôlée tous les quatre ans et vidangée tous les 2 à 4 ans : en effet, les boues et graisses diminuent son volume utile ; si celui-ci est trop réduit, les eaux usées sortant de la fosse risquent d'être trop chargées en graisse et en matières en suspension qui peuvent colmater le dispositif d'épandage.

Il existe d'autres systèmes de prétraitement, mais moins performants, utilisés sous réserve d'acceptation par la DDASS dans certains cas particuliers.

La « Fosse Septique Eaux Vannes » ne recevant que les eaux de W-C, est admise exceptionnellement dans le cas de rénovation d'installations anciennes, si elle est complétée par un bac séparateur à graisses pour les eaux ménagères.

Le préfiltre a pour rôle de limiter les conséquences d'un relargage accidentel de matières en suspension en quantité importante suite à un dysfonctionnement hydraulique.

Il présente également l'intérêt d'éviter le départ de particules isolées de densité proche de 1, susceptibles d'obturer les orifices situés en aval.

Il doit pouvoir être nettoyé sans occasionner de départ de boues vers le massif filtrant. Il doit effectivement se bloquer et donc déborder en cas de problème.

Il est obligatoire, dans le cas exceptionnel de réhabilitation, de séparer les eaux vannes des eaux ménagères.

2.2.2.3 Traitement : épuration et évacuation

Un épandage souterrain est constitué par des tranchées filtrantes, lorsque les conditions de sol (profondeur, perméabilité, absence de nappe) et de relief le permettent. Il assure l'épuration par les micro-organismes du sol, et l'évacuation des effluents.

Les tranchées filtrantes peuvent être remplacées par divers dispositifs pour pallier certaines contraintes du sol (tertre filtrant, sol reconstitué, filtre à sable drainant). Ces dispositifs n'assurent que la fonction traitement. Ils nécessitent donc un dispositif d'évacuation des eaux (puits d'infiltration ou rejet vers le réseau hydrographique).

Les puisards ou puits d'infiltration, ne sont que des procédés d'évacuation, sans épuration, et ne peuvent être utilisés qu'à la sortie d'un dispositif de type filtre à sable drainé après autorisation préfectorale.

Les figures 2-a et 2-b page suivante présentent la composition de deux dispositifs théoriques d'assainissement non collectifs adaptés aux nature des sols rencontrés sur le territoire du SIZOV (NB : ces dispositifs doivent être adaptés en fonction de la pente des terrains).

En tout état de cause une étude géotechnique doit justifier du choix de la filière de traitement retenue.

Fig. 2-a : exemple d'une filière d'assainissement non collectif avec épandage en tranchée

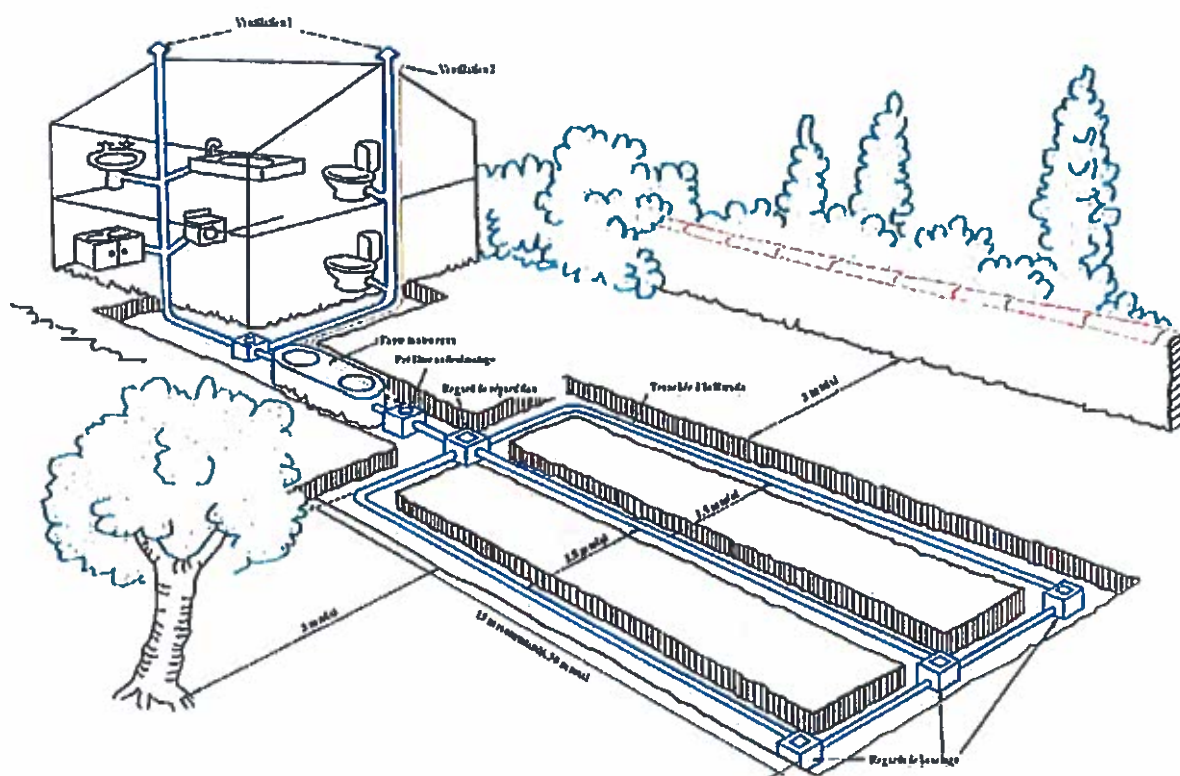
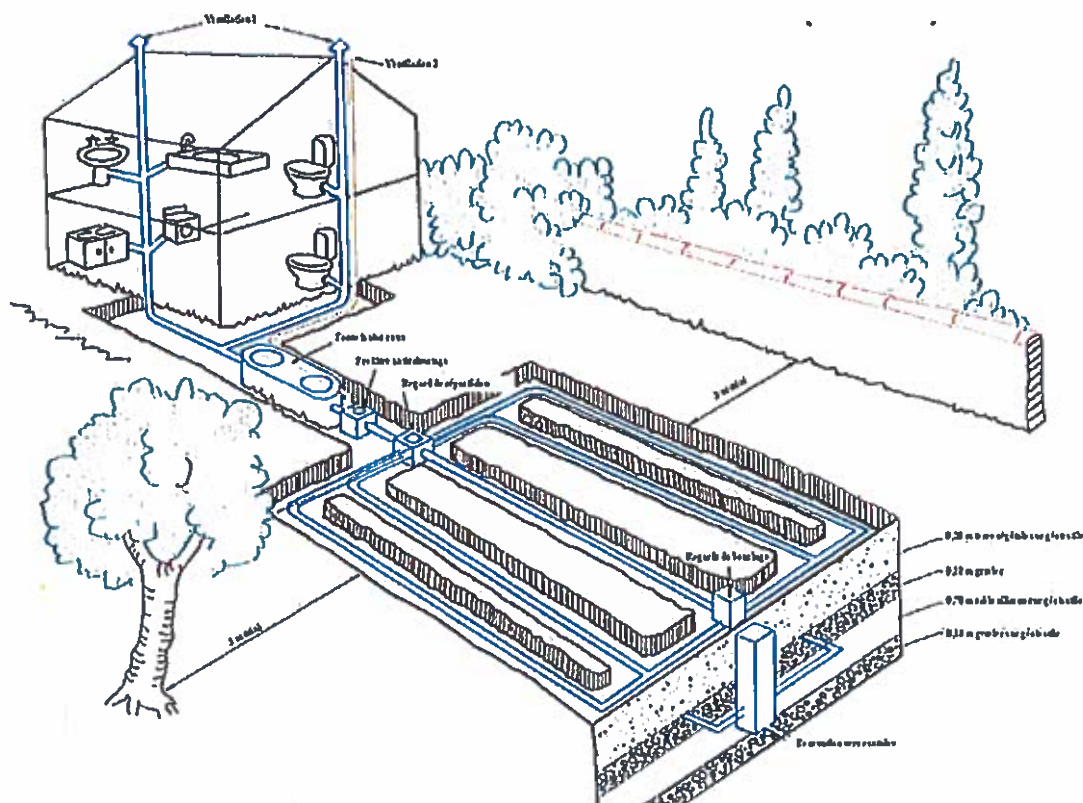


Fig. 2-b : exemple d'une filière d'assainissement non collectif avec filtre vertical drainé



3

Assainissement collectif

3.1 Zones concernées

L'extension de la zone d'assainissement collectif des communes concerne les abonnés répartis dans les secteurs urbanisés ou urbanisables définis dans le plan d'occupation des sols, les plans locaux d'urbanisme.

Les cartes de zones distinguent deux types de zonage collectif :

- dans le zonage collectif immédiat, le raccordement au réseau collectif ne nécessite pas de travaux supplémentaires à charge de la collectivité,
- dans le zonage collectif futur, le raccordement au réseau collectif nécessite un investissement de la collectivité et/ou du lotisseur, et éventuellement, l'accord de servitudes de passage.

Dans les secteurs situés en zone de futur assainissement collectif, la réglementation impose :

- aux habitations existantes non desservies la soumission au règlement d'assainissement autonome (contrôle de leur installation, entretien, assujettissement aux taxes et redevances d'assainissement autonome, dérogation de mise en conformité dans l'attente du collectif...)
- aux nouvelles constructions, la réalisation d'un assainissement autonome conforme au règlement d'assainissement autonome et la pose d'un système de court-circuitage de l'assainissement autonome vers une boîte de branchement, ainsi que la soumission au règlement d'assainissement autonome.

Dans les secteurs de futur assainissement collectif, les constructions ne bénéficient pas d'un droit à disposer d'un équipement collectif à une échéance donnée (cf p 5).

Une fois le raccordement collectif des zones d'assainissement futur effectif, les propriétaires sont tenus, à leurs frais, dans un délai de 2 ans, de raccorder leur habitation et de mettre hors service leur dispositif autonome après raccordement.

La non raccordabilité d'une habitation est appréciée par une étude technico économique réalisée par l'abonné et communiquée au SIZOV pour validation.

Pour les habitations difficilement raccordables, au sein de la zone d'assainissement collectif, il peut être dérogé à l'obligation de raccordement pour la ou les raisons suivantes :

- si le coût du raccordement est trop élevé par rapport à l'avantage à se raccorder
- si les modifications techniques sont trop lourdes au regard de la localisation des points de raccordement au réseau communal d'eaux usées
- s'il y a des sujétions particulières et lourdes

Ces exceptions ne s'appliquent que si le système d'assainissement non collectif fonctionne parfaitement. Dans le cas contraire, aucune exception ne peut être invoquée.

Cette exception pourra être accordée sur demande écrite (joindre des justificatifs : devis, photos, plans), après validation par le service du SPANC de la conformité du système d'assainissement non collectif.

Elle impliquera alors le transfert de la parcelle considérée en zonage d'assainissement non collectif.

3.2 Organisation du service d'assainissement collectif

Tous les abonnés raccordés bénéficient du service public de l'assainissement collectif.

Ce service public à caractère industriel et commercial (Art. L.2224-8 à 12 du CGCT, Circ. 22/05/97) est financé par une redevance correspondant au coût du service rendu : égalité des usagers devant le service.

Plusieurs précisions sont indiquées quant au fonctionnement de ce service :

1. Une seule redevance est appliquée pour l'ensemble des abonnés des communes.
2. Les abonnés dépendent du service public de l'assainissement collectif dès lors que le réseau d'assainissement dessert leur parcelle (sauf cas particulier – cf dernier paragraphe 3.1).
3. La partie privée du branchement à réaliser (du logement jusqu'à la limite de propriété) est à la charge du propriétaire.

Dans le cas d'une construction neuve la partie publique du branchement particulier sur le réseau d'eaux usées collectif est à la charge (exécution et paiement) du pétitionnaire de la demande de branchement.

Dans le cas d'une construction existante, et la réalisation d'une extension du réseau par le service assainissement, le service assainissement réalise le branchement. Il sera facturé au propriétaire desservi, sur la base d'un montant fixé par délibération de la collectivité.

4. Le service assainissement assure le contrôle des branchements.
5. Les abonnés desservis par les réseaux d'assainissement ont l'obligation de se raccorder. Un délai de deux années est accordé aux abonnés nouvellement desservis. Passé ce délai, une majoration de la redevance assainissement collectif sera appliquée, après mise en demeure.
6. Seules les eaux usées domestiques (eaux vannes et eaux ménagères) sont raccordables dans le cas de réseaux d'assainissement collectif dits séparatifs.
7. Les rejets des eaux pluviales et de piscines sont interdits.
8. Le raccordement d'eaux usées issues de processus industriels ou agricoles est soumis à autorisation.
9. Une astreinte est assurée 24h/24h afin d'assurer le bon fonctionnement des ouvrages de collecte et de traitement.

3.3 Répercussion financière sur le prix de l'eau

3.3.1 Les coûts de l'assainissement sur l'eau

Le service applique le principe comptable (M49) selon lequel « l'eau paie l'eau » (l'eau consommée est facturée afin de couvrir les dépenses de potabilisation avant consommation et de traitement avant rejet vers le milieu naturel).

Dans ce budget autonome, les recettes doivent équilibrer les dépenses. Les prix sont fixés par délibération du Comité Syndical du SIZOV (les prix indiqués sont en vigueur au moment de la rédaction du présent dossier).

Le prix de l'assainissement inclut :

▪ Les coûts d'exploitation

Le prix du service de l'eau (ramené sur la facture d'eau de l'utilisateur, au mètre cube consommé) correspond à l'ensemble des opérations de la production d'un produit de qualité jusqu'à sa dépollution pour la protection de l'environnement.

La collecte après usage et la dépollution sont financées au principal par la redevance assainissement. Cette redevance couvre donc l'entretien et le renouvellement du système d'assainissement collectif. A compter du 1^{er} janvier 2009 elle s'élève à 1,27 €/m3 d'eau potable facturé.

▪ Les coûts d'investissement

Le prix de l'eau inclut une part de financement des nouvelles installations de collecte, de transfert ou de traitement.

Ce financement est souvent une charge difficile à supporter par la collectivité seule. En dehors de l'autofinancement à travers les diverses participations (participation de raccordement au réseau public de collecte – 28,50 €/m2 de SHON pour une maison individuelle, participation de frais de branchement – 744 €), de l'amortissement technique des installations et du recours à l'emprunt, la collectivité est susceptible de recevoir des aides provenant d'organismes publics.

3.3.2 Les aides publiques potentielles

La multiplicité des acteurs de l'eau pourrait, à priori, entraîner une grande dispersion potentielle des aides à l'investissement. En fait, les financeurs principaux sont beaucoup moins nombreux.

Il peut s'agir des organismes percevant des redevances sur la facture d'eau de l'utilisateur :

- l'Agence de l'Eau dans le cadre de son 9^{ème} programme d'aide : prime pour épuration...
- le département qui perçoit une partie des impôts locaux.

4

Assainissement non collectif

4.1 Zones concernées

Pour certains abonnés des communes, le scénario de l'assainissement non collectif a été retenu.

Pour ces secteurs, le scénario de l'assainissement collectif a été écarté pour au moins une des raisons suivantes :

- des faibles perspectives d'urbanisation
- de l'éloignement des réseaux existants
- du faible nombre d'habitations concernées
- de la difficulté de raccordement qui entraîne un coût important d'investissement et d'exploitation

4.2 Description des filières d'assainissement non collectif

La description des filières adaptées aux secteurs étudiés est présentée sur la carte d'aptitude des sols à l'assainissement non collectif. Pour chaque habitation non raccordée à l'assainissement collectif, une filière d'assainissement non collectif peut être pressentie parmi celles décrites au paragraphe 2.2.2. en fonction des contraintes de terrain observées. Cette indication ne se substitue pas à l'étude géotechnique à la parcelle qui seule peut déterminer avec certitude la filière d'assainissement non collectif adaptée.

4.3 Note explicative des solutions proposées

La carte de faisabilité de l'assainissement non collectif décrit l'aptitude des sols à l'assainissement non collectif (plan annexé au zonage d'assainissement).

4.3.1 Légende de la carte d'aptitude des sols à l'assainissement non collectif

La légende de la carte d'aptitude des sols à l'assainissement non collectif prévoit 4 aptitudes des terrains.

▪ **Secteurs cartographiés en vert**

Les secteurs cartographiés en « vert » correspondent à des zones où le traitement des effluents est possible par une filière de type : *fosse septique toutes eaux + épandage souterrain en sol naturel*.

Cette solution correspond à la quasi totalité des terrains échantillonnés sur le territoire du SIZOV.

▪ **Secteurs cartographiés en jaune**

Les secteurs cartographiés en « jaune » correspondent aux zones où les sols présentent une texture relativement riche en argile ne permettant pas l'épuration. Une évacuation des effluents est néanmoins possible dans le sol en place plus en profondeur.

Il s'agit également de zones où le sol présente une perméabilité trop forte pour que le traitement puisse être assuré dans le sol en place.

La filière de traitement adaptée est : *fosse septique toutes eaux + filtre à sable vertical non drainé*.

Cette solution est préconisée pour quelques secteurs échantillonnés sur le territoire du SIZOV.

▪ **Secteurs cartographiés en orange**

Les secteurs cartographiés en « orange » correspondent aux zones où les sols, généralement développés sur moraine imperméable, présentent une texture riche en argile ne permettant ni l'épuration, ni l'évacuation des effluents dans le sol en place.

La filière de traitement adaptée est : *fosse septique toutes eaux + filtre à sable vertical drainé*.

Une filière par filtre à sable drainé nécessite un rejet en milieu superficiel. En l'absence de cours d'eau à l'aval direct de l'habitation, le rejet se fera sous conditions en fossé ou en réseau d'eaux pluviales.

Cette solution est préconisée pour quelques secteurs échantillonnés sur le territoire du SIZOV.

▪ **Secteurs cartographiés en rouge**

Les secteurs cartographiés en « rouge » correspondent à des zones où aucune des trois filières réglementaires indiquées ci-dessus (épandage souterrain, filtre à sable non drainé, filtre à sable drainé) ne peut être implantée compte tenu de contraintes locales : fortes pentes, glissements de terrain, zones humides.

Des filières soumises à dérogation préfectorale pourront localement être préconisées et adaptées au contexte pour résoudre le cas des habitations existantes. Des études complémentaires seront alors à mener le cas échéant.

Cette solution ne correspond à aucune des zones urbanisées et urbanisables des communes du SIZOV.

Remarques importantes :

- *Le SIZOV n'engage sa responsabilité que sur les sondages réalisés dans le cadre de son schéma directeur d'assainissement (Etude SAFEGE Environnement) et uniquement au droit de ceux-ci. La faisabilité de l'assainissement non collectif sur les parcelles non sondées a pu être jugée par extrapolation au regard de l'homogénéité des terrains autour d'un point de sondage mais n'est aucunement déterminée avec certitude.*
- *La carte d'aptitude des sols étant définie à partir de sondages ponctuels d'une part et les sols étant par nature très hétérogène sur les communes d'autre part, il est **indispensable pour tout projet de construction ou de réhabilitation de filière d'assainissement non collectif, de confirmer la filière retenue par un sondage sur la parcelle concernée.***
- *La carte d'aptitude des sols à l'assainissement non collectif est un outil d'aide à la décision pour le choix du zonage de l'assainissement par les élus de la commune. Elle sera le cas échéant utilisée par le SPANC (Service Public de l'Assainissement Non Collectif) dans le cadre de sa mission de contrôle des installations existantes ainsi pour l'attribution des autorisations de construction ou de réhabilitation. Elle n'est cependant pas exhaustive à l'échelle de la commune et ne fait pas l'objet de l'enquête publique.*

4.4 Organisation du service d'assainissement non collectif

La Loi sur l'eau du 3 janvier 1992 et ses Décrets d'application ont transmis aux communes ou groupements de communes des attributions nouvelles en termes de contrôle de l'assainissement non collectif.

Elle a été complétée par la loi sur l'eau et les milieux aquatique du 30 décembre 2006.

Ainsi, à l'échelle intercommunale un Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC) est en place. Les tâches qui lui sont dévolues sont les suivantes :

- diagnostic technique des dispositifs d'assainissement non collectif traitant les eaux usées domestiques (ni artisanales, ni agricoles)
- vérification technique de la conception, l'implantation et la bonne exécution (avant remblaiement) des ouvrages
- vérification périodique du bon fonctionnement :
 - bon état des ouvrages
 - bon écoulement des effluents jusqu'au traitement
 - accumulation normale des boues dans la fosse septique ou fosse septique toutes eaux
 - contrôle de la qualité du rejet éventuel
 - visa de l'entretien et de la vidange par une entreprise agréée

Le SPANC est un service public à caractère industriel et commercial (art. L.2224-8 à 12 du CGCT, Circ. 22/05/97). A ce titre, il est financé par une redevance correspondant au coût du service rendu (égalité des usagers devant le service).

Le SPANC a pour mission d'assurer un **diagnostic technique**, il ne constitue pas une police administrative (propre au Maire).

Cependant le SIZOV peut appliquer en cas de non-conformité les dispositions prévues par l'article L 1331-8 du Code de la Santé Publique.

Ci-après le tableau recensant par commune le nombre d'abonnés au Service Public d'Assainissement Non Collectif et faisant état de l'avancement des contrôles des équipements d'assainissement non collectif existants.

Tableau : avancement des contrôles des installations existantes
 recensées par le SPANC au 05/01/2009

SPANC Contrôle des installations existantes			
Commune	Nbre total d'abonnés recensés	Nbre de contrôles réalisés et notifiés	Nbre de contrôles restant à réaliser
Biviers	61	25	36
Bernin	96	23	73
St Ismier	173	72	101
St Nazaire	96	41	55
Montbonnot	29	10	19
Total	455	171	284

4.5 Coûts du projet et répercussions financières

4.5.1 Investissement et fonctionnement

4.5.1.1 Coûts d'investissement en équipements d'assainissement non collectif

Le coût d'investissement pour la mise en place d'une filière d'assainissement non collectif est très variable d'un abonné à l'autre, il dépend notamment :

- de la nature de l'opération (constructions neuves ou réhabilitations)
- de la qualité des ouvrages existants (fosses réutilisables ou à remplacer, etc.)
- de la nature des sols
- des contraintes locales (fortes pentes, nécessité de relever les effluents, etc.)
- du dimensionnement des ouvrages (fonction de la taille et de l'occupation du bâti)

Tableau : coûts des équipements d'assainissement non collectif en Euros Hors Taxes

Pré-traitements	Coût moyen en € HT	Dispositif de traitement par épandage	Intervalle de coûts de l'installation en € HT	
fosse toutes eaux	1 265	Tranchée en sol naturel	4 025	4 600
		Lits d'infiltration en sol naturel	4 370	5 290
		Filtre à sable vertical non drainé	4 715	5 405
		Filtre à sable vertical drainé	5 635	6 095
		Tertre filtrant non drainé	5 980	6 325
		Tertre filtrant drainé	6 325	6 670

Remarque : ces chiffres sont donnés à titre indicatif sur la base des données du zonage précédent réactualisées

4.5.1.2 Coûts de fonctionnement des équipements d'assainissement non collectif

▪ Vidanges des ouvrages de prétraitement

Les dispositifs de prétraitement, fosses septiques ou fosses toutes eaux doivent être vidangées au moins tous les huit ans avec une fréquence moyenne conseillée de 4 ans. Le vidangeur doit remettre à l'abonné un bordereau de suivi de déchet attestant de l'élimination réglementaire des produits de la vidange.

Le coût de la vidange peut donc être estimé à environ 300 euros tous les 4 ans, soit environ 75 euros par an.

Cet entretien est indispensable pour éviter le colmatage des fosses et pour empêcher tout départ de boues susceptibles de colmater les ouvrages de traitement à l'aval ou de nuire à l'environnement et à la salubrité publique si le rejet est direct.

▪ Renouvellement des filtres à sables

Un colmatage progressif des filtres à sable est généralement constaté après une dizaine ou une quinzaine d'années de fonctionnement des ouvrages malgré un entretien régulier. Un coût de renouvellement des ces installations est donc à prévoir, il peut être estimé à environ 3 000 € HT/15 ans, soit environ 200 € HT/an.

4.5.2 Répercussions financières

La totalité des coûts d'investissement et de fonctionnement des filières d'assainissement non collectif est à la charge des propriétaires des installations.

Seul le contrôle est organisé par la collectivité comme explicité au paragraphe 4.4.

- diagnostic technique des dispositifs d'assainissement non collectif existant traitant les eaux usées domestiques – délibération du 26/06/2008 – coût abonné 59 € (coût réel du contrôle 109 € auquel est déduite la subvention de l'Agence de l'Eau),
- contrôle des équipements neufs vérification technique de la conception, l'implantation et la bonne exécution (avant remblaiement) des ouvrages – délibération du 16/02/2006 – coût abonné 140 €,
- diagnostic périodique du bon fonctionnement – coût non défini, les premiers contrôles n'auront lieu qu'en 2012.

5

Conclusion

Chacune des communes du SIZOV a été consultée dans l'élaboration de cette modification du zonage d'assainissement eaux usées.

Le cadre du zonage d'assainissement eaux usées approuvé en 2007 est conservé :

- extension de la zone d'assainissement collective existante aux zones urbanisées desservies par le réseau d'assainissement existant, aux zones d'urbanisation immédiates ainsi qu'aux secteurs d'urbanisation future,
- les groupements d'habitations importants et denses actuellement non raccordés, et enclavés, seront à court ou moyen terme desservis par un réseau d'assainissement collectif,

Ce choix est toujours cohérent avec les perspectives d'évolution de l'urbanisation à moyen terme et les contraintes mises en évidence dans le cadre de l'étude du schéma directeur d'assainissement ayant abouti au zonage d'assainissement en vigueur.

Le SPANC (Service Public de l'Assainissement Non Collectif) est chargé de diagnostiquer la conformité des installations d'assainissement non collectif et de vérifier leur entretien.

Les secteurs d'assainissement collectif futur relèvent de l'assainissement non collectif et par conséquent sont intégrés dans le SPANC tant qu'ils ne seront pas branchés sur le réseau collectif.

Dans ces secteurs, les constructions ne bénéficient pas d'un droit à disposer d'un équipement collectif à une échéance donnée.

Par ailleurs les habitations existantes de la zone en assainissement collectif immédiat, considérées comme raccordables pourront déroger à l'obligation de raccordement pour la ou les raisons suivantes :

- si le coût du raccordement est trop élevé par rapport à l'avantage à se raccorder
- si les modifications techniques sont trop lourdes au regard de la localisation des points de raccordement au réseau communal d'eaux usées
- s'il y a des sujétions particulières et lourdes

Ces exceptions ne s'appliqueront que si le système d'assainissement non collectif fonctionne parfaitement. Dans le cas contraire, aucune exception ne pourra être invoquée.

Cette exception pourra être accordée sur demande écrite (joindre des justificatifs : devis, photos, plans), après validation par le service du SPANC de la conformité du système d'assainissement non collectif.

Elle impliquera alors le transfert de la parcelle considérée en zonage d'assainissement non collectif.

Enfin sur les modifications apportées au zonage d'assainissement des eaux usées :

Transfert de l'assainissement collectif futur vers l'assainissement collectif immédiat (zone en vert sur les plans joints)

Transfert de l'assainissement collectif futur vers l'assainissement non collectif (zone en bleu foncé sur les plans joints)

Transfert de l'assainissement collectif immédiat vers l'assainissement non collectif (zone en jaune sur les plans joints)

Transfert de l'assainissement collectif immédiat vers l'assainissement collectif futur (zone en bleu clair sur les plans joints)

Transfert de l'assainissement non collectif vers l'assainissement collectif immédiat (zone en rose sur les plans joints)

Transfert de l'assainissement non collectif vers l'assainissement collectif futur (zone en orange sur les plans joints)

Il s'agit de mettre à jour des situations existantes, contrôlées par le service d'assainissement collectif avec la réalité des équipements de terrains en fonction et/ou avec les documents d'urbanisme lorsque des incohérences ont été constatées.

Il est joint à ce document une notice spécifique et un plan pour chaque commune permettant de préciser les modifications de zonages retenues sur chaque territoire.